

L'ENTENTE EN DIRECT

N°63 – Mars 2005



Depuis quelques années à la même époque, le manque de pluie sur nos régions, la sécheresse de l'hiver, augurent des conditions difficiles pour nos massifs forestiers. Seules les pluies du printemps que nous souhaitons abondantes peuvent nous laisser espérer le contraire. Il faut cependant être conscient que les végétaux souffrent de cette situation climatique avec des effets à moyen terme : disparition de nombreux arbres et terrain fertile à la propagation des maladies.

La sensibilisation du public et l'information sur les règles de débroussaillage, ainsi que sur les règles d'emploi du feu, doivent plus que jamais être une préoccupation aussi bien de la part de l'Etat, des collectivités mais aussi du grand public.

A ce titre l'Entente Interdépartementale, rappelle la nécessité, de la prévention en matière de protection des espaces naturels. Cette prévention est rendue efficace, grâce aux travaux de débroussaillage et d'entretien des espaces forestiers.

Rappelons que le débroussaillage est une obligation (Article L.321-5-3 du Code Forestier) et que le non respect de ces règles peut entraîner des sanctions. L'objectif étant de réduire la propagation du feu naissant et de diminuer la masse potentiellement combustible.

Dans une volonté d'apprentissage et de maîtrise des risques, l'Entente organise des sessions de démonstrations de débroussaillage en partenariat avec l'Office National des Forêts dans tous les départements de la Zone Sud. A cet effet j'invite mes collègues élus à se manifester auprès de nos services pour mettre en place ces sessions dans leur département, pour l'intérêt général et surtout celui de nos forêts.

En conséquence, une mobilisation accrue sera nécessaire pour cette saison 2005, en espérant que la flotte aérienne sera pleinement opérationnelle avant l'été.

Jacky Gérard

Président de l'Entente Interdépartementale

Un nouvel établissement public pour la forêt méditerranéenne

Les démarches préparatoires se poursuivent : le passage de l'Entente à cette nouvelle structure, son organisation, son mode de fonctionnement, ses missions, leur financement, les personnels appelés à les mettre en œuvre, sont autant de questions qui, après les précisions apportées par les services de la D.D.S.C et de la Préfecture de Zone, seront au cœur du tour de table des collectivités susceptibles d'adhérer à ce nouvel établissement public.

Pour les mois à venir, le Président Jacky Gérard tout en souhaitant que l'Entente conduise les opérations qui ont fait son sens, a confié au Colonel Bardo l'animation de ce groupe de réflexion. Un rapport d'étape sera présenté lors de la prochaine réunion du Conseil d'Administration à Draguignan, il sera prolongé par une manifestation prévue à Valabre courant juin.

CEREN

■ Participation du CEREN à une commission technique concernant le choix d'un modèle de motopompe pour le département du VAR

Vendredi 11 mars, une commission technique est organisée par le département du Var pour aider à apprécier la valeur technique d'un lot de motopompes dans le cadre d'une consultation d'achat. Compte tenu de notre technicité et compétence reconnue dans ce domaine, le conseil général sollicite notre participation à cette commission.

Il s'agit d'une consultation par appel d'offres ouvert, soumise au Code des Marchés Publics. Cette commission s'appuiera sur un protocole établi par le CEREN avec 30 millions de consommateurs. Le but étant d'apprécier la facilité d'utilisation, la fiabilité – qualité des composants et du montage et les performances de chacune de ces motopompes.

■ Participation du CEREN et du Pônt au colloque SIRNAT®, les 10 et 11 mars

Après Grenoble (Septembre 2000), Sophia Antipolis (Décembre 2001), Orléans (Janvier 2003), c'est Montpellier qui accueille la quatrième édition du SIRNAT, comme à son habitude associée aux Journées pour la Prévention des Risques Naturels.

L'objectif de cette manifestation est de créer un véritable dialogue entre les différents acteurs confrontés à une réalité opérationnelle et les entreprises et centres de recherche capables de proposer des solutions adéquates dans le domaine de la gestion des risques naturels.

Associant les quatrième conférences SIRNAT (présentations scientifiques et techniques) et un Forum (tables rondes et exposition), les Journées de la Prévention des Risques Naturels dressent le panorama des besoins, solutions technologiques et dernières avancées scientifiques dans ce domaine à la pointe de l'actualité. (source : site internet www.sirnat.org)

Le CEREN et le Pônt seront présents lors de la table ronde concernant « la gestion de crise et SIG ». En effet, ces deux services de l'Entente ont acquis un savoir faire sur ce thème à travers de nombreuses études et expérimentations (projets Parefeu, Risk EOS, Cellule scientifique d'observations des feux de forêts...). Ils partageront ainsi leurs expériences avec d'autres utilisateurs et scientifiques.

■ Projet IP EUROFOREST

Dans l'appel à candidature du FP6 cadre européen, le CEREN propose avec d'autres partenaires européens une étude sur « la mise au point et application d'une approche et d'outils intégrés pour assurer la durabilité de l'état, de la gestion et de la production des forêts ». Ce projet IP s'appelle EUROFOREST, il a donc pour thématique l'étude du rôle et de l'incidence de la gestion d'une filière sylviculture/bois complète dans le contexte de la stratégie de l'Union Européenne en faveur du développement durable, en tenant compte des aspects multifonctionnels et des besoins de la société, et notamment des dimensions régionales et internationales. Le CEREN propose de mener 5 actions :

- de développer des méthodes et outils d'aide à la décision à l'échelle européenne pour aménager les massifs forestiers sensibles au risque feux de forêt (sectorisation des massifs, aménagements DFCl, applications des modèles comme outils d'aide à la décision...),
- d'étudier des nouvelles techniques pour détecter les feux (détection de nuit, détection automatique avec visualisation en temps réel de l'événement et de son évolution, dans les postes de commandements par exemple...),
- de définir des recommandations pour assurer la protection des habitats en forêt (éléments de construction, débroussaillage, méthodes d'information et de formation des populations...),
- de développer une méthode pour valider la mesure de la teneur en eau des végétaux par satellite,
- de développer une extension au protocole de mesure de l'inflammabilité des végétaux (protocole défini par l'INRA) et une uniformisation à l'échelle européenne.

Actuellement, le projet est en préparation, il sera jugé par la commission européenne pendant le mois de Mai.

ECOLE

Comme pour toutes les autres entités implantées sur le site de Valabre, l'année 2005 sera une année de transition dans la perspective de la création du nouvel établissement public porté par la Loi de Modernisation de la Sécurité Civile.

Dans le domaine de la formation, l'évolution permanente et la prise en compte des différents retours d'expérience de la campagne feux de forêts 2003, nous ont conduit à lancer le développement d'un nouveau logiciel de simulation qui devrait s'intégrer à terme au sein d'une nouvelle infrastructure.

Cette nouvelle version, aux performances accrues, dépassera le seul domaine des feux de forêts pour ouvrir un horizon à la gestion de nouveaux risques naturels et technologiques.

Mettre en place une structure de commandement, la coordonner de façon rigoureuse, susciter des réflexions, développer des automatismes, gérer le stress, tels sont les enseignements qui pourront s'acquérir grâce à un simulateur intégrant la gestion dynamique de l'ensemble des moyens humains et matériels, dans des environnements réalistes.

Ainsi, par l'interactivité des différentes fonctions, les stagiaires immergés dans des environnements naturels, industriels et technologiques, urbains seront confrontés à une réalité, certes virtuelle, mais qui n'a rien à envier à celles qu'ils devront gérer lors des opérations de secours.

Résolument, tournée vers l'avenir, assurée de son ouverture Européenne, voire Internationale, l'Ecole de Valabre autour de laquelle se mutualisent les Services d'Incendie et de Secours, doit poursuivre son évolution. C'est avec ses partenaires habituels, mais aussi avec l'Ecole Nationale Supérieure des Officiers de Sapeurs-Pompiers, que doivent se développer de véritables synergies de complémentarité qui feront de l'Ecole de VALABRE, une Ecole Nationale d'Application des Spécialités dans le domaine de la Sécurité Civile.

C'est dans cette direction qu'évolueront les futurs statuts de l'Ecole de VALABRE.

INSTITUT

■ **Musique pour la Forêt... bientôt dans les bacs**

FIRE est le projet de compilation **Techno house du music électronique** auquel l'Institut pour la Forêt apporte son soutien pour la réhabilitation des espaces sinistrés par les incendies de forêt.

A l'initiative du label Eliptica Records et de sa marraine Elodie GOSSUIN, la compilation « FIRE » est l'engagement de plusieurs artistes de la scène électronique internationale mobilisés pour la préservation des forêts. 200 personnalités des médias et de la scène internationale ont acceptés de cautionner cette initiative originale. Les 80 000 premiers CD seront distribués au printemps 2005 et relayés par un clip vidéo de Didier LABORDE.

Les ventes des CD seront en partie dédiées à des plantations forestières en régions méditerranéennes durement éprouvées chaque année par les flammes et aux Sapeurs Pompiers du Sud Est.

■ **Accents des terroirs**

Le "maillage" de la vigne et des forêts, si précieux en Défense des Forêts contre les Incendies, se conjugue aujourd'hui avec un nouveau mécénat entre l'Institut pour la Forêt et les vins **AIME ROQUESANTÉ**, producteur de Côtes de Provence.

En avril prochain, pour l'achat de 3 bouteilles **Aime Roquesanté**, 2 euros seront reversés à l'Institut pour la Forêt pour une plantation de vignes dans le Massif de Montaignet au sud d'Aix en Provence.

Cette production, distribuée partout en France, permettra la création d'un vignoble de 3 hectares et d'une coupure stratégique, géré par le Lycée Agricole d'Aix Valabre.

PÔNT

■ Les dernières évolutions de SIZIF-PREF34

Depuis 2003, la préfecture de l'Hérault a décidé de doter le Centre Opérationnel de défense d'un système d'information géographique pour faciliter la gestion de tout type de crise, notamment dans le cas d'inondations.

C'est pourquoi en plus de l'installation classique de l'outil de gestion opérationnelle SIZIF, de nombreux autres développements ont été élaborés par le Pônt à la demande du SiracedPC 34 et enrichissent régulièrement une application déjà performante.

Les bases de « données métiers » spécifiques qui ont été données par les divers services enrichissent les fonds de carte. C'est ainsi que l'on trouve, par exemple, les établissements d'enseignements, les établissements sanitaires et sociaux, les captages et leurs périmètres de protection, le réseau actualisé des routes départementales...

En ce qui concerne les « données de référence », l'Orthophoto installée depuis début janvier dans le cadre d'une collaboration avec l'IGN apporte une précision et une lisibilité particulières.

Parallèlement, la **base Navteq** permet d'ores et déjà de se situer précisément sur le territoire après avoir saisi d'une adresse par exemple.

L'usage de cet ensemble de données, déjà très riche, sera optimisé en valorisant au maximum les croisements pertinents. D'autant plus qu'avec l'acquisition d'un logiciel de géocodage au numéro de la voie, la cartographie de nouvelles couches de données concernant les enjeux devient plus souple.

Au mois de février le PÔNT a ajouté une couche d'information concernant les bassins versants. Les données graphiques, générées par la DDE, sont alimentées en données attributaires par le système **CALAMAR** (CALcul des LAMes d'eau à l'Aide du Radar).

Ce dernier transmet régulièrement des informations sur les quantités de pluies tombées. Selon les informations recueillies, les bassins versants se colorent en vert, jaune, orange ou rouge. Cette analyse thématique permet de déterminer rapidement les secteurs du département soumis à des risques liés à la pluie. Les SPC de Carcassonne et de Nîmes ainsi que le SHAPI s'intéressent à cette première expérimentation de l'usage de données **Calamar** en **COD**.

Afin que le système puisse être pris en main facilement par des non spécialistes, des efforts de développement sur l'interface utilisateur ont été réalisés. La recherche de données passe toujours par des icônes ou fenêtres qui guident l'utilisateur tout au long de sa recherche. Celle-ci peut être basée sur des critères simples ou spatiaux. La visualisation des données repose sur des onglets thématiques et sur les niveaux d'échelles ; ainsi l'opérateur jongle facilement avec les différentes couches d'informations disponibles.

Des outils de dessin facilitent la création de carte de situation et permettent ainsi de mettre en évidence certaines parties du territoire concernées par la crise.

Aujourd'hui, la préfecture de l'Hérault expérimente la version la plus aboutie de SIZIF au niveau départemental.

■ Groupe de travail grandes échelles

Une réflexion relative à la constitution d'une base de données urbaine zonale commune a été mise en place dans le but de faciliter la fluidité opérationnelle à l'interface urbain/DFCI. Elle s'est inspirée du travail qui avait été réalisé pour la mise en place d'un tronc commun zonal concernant la BD DFCI.

Dans ce cadre, les services départementaux d'incendies et de secours ont émis le souhait de mettre en commun leurs réflexions concernant l'élaboration d'une base de données zonale commune minimale relative aux équipements opérationnels urbains et périurbains et notamment ceux concernant la lutte contre les incendies.

Un groupe de travail co-animé par le PONT et le SDIS 83 a été mis en place et grâce à ses réflexions, un tronc commun minimal permettant une harmonie au niveau zonal des atlas urbains et périurbains a été élaboré. Le rapport de synthèse qui a été rédigé et qui reprend les conclusions du groupe, servira de base à l'édition, dans le courant du premier semestre 2005, d'un guide de normalisation permettant aux différents départements de la zone de gagner du temps dans leurs réflexions sur cette problématique et de réaliser leurs atlas.

Enfin ce rapport a été présenté lors du dernier comité de pilotage du pônt du 08 février 2005 en vue d'une homologation zonale.

■ Cours de topographie/cartographie

Depuis janvier 2005, le PONT est chargé de l'animation du cours de topographie/cartographie dispensé dans le cadre de la Formation FDF3 proposée par le CIFSC. Dans ce cadre, le PONT assurera l'animation de 29 cours tout au long de l'année 2005.